

Les migrations ralentissent le vieillissement en Ile-de-France

Entre 2001 et 2006, les échanges migratoires avec le reste de la France sont déficitaires pour tous les départements d'Ile-de-France. Les migrations permettent néanmoins de limiter le vieillissement de la population de la région : les jeunes viennent encore s'y installer pour étudier ou pour débiter dans la vie active. L'Ile-de-France reste la région la plus jeune de France métropolitaine.

L'Ile-de-France compte toujours davantage de cadres. C'est la seule catégorie d'actifs pour laquelle les échanges sont positifs.

Les familles continuent de quitter la région. Seule la grande couronne attire encore des couples avec enfants, en provenance, notamment, du reste de la région.

Rémi Charrier, Insee Ile-de-France

Les dynamiques démographiques de l'Ile-de-France sont caractéristiques d'une grande métropole. L'excédent des naissances sur les décès y est très important. Entre 2001 et 2006, il a fait gagner 508 000 habitants à la région (872 000 naissances et 364 000 décès). De plus, alors que les échanges avec l'étranger sont en faveur de l'Ile-de-France, ceux avec les autres régions françaises sont déficitaires : 556 000 arrivées et 902 000 départs. Au cours de la période 2001-2006, la région perd ainsi chaque année, par le jeu des migrations internes, 66 habitants pour 10 000 habitants présents.

Beaucoup de migrations internes à la région

Les échanges avec les autres pays et les autres régions sont moins importants que les mouvements internes à la région : 7,9 % des Franciliens ne vivaient pas dans la région cinq ans auparavant, alors

que 8,6 % ont changé de département à l'intérieur de la région.

Paris est le département le plus attractif vis-à-vis des autres régions et de l'étranger. En 2006, 8,5 % des Parisiens résidaient dans une autre région de France cinq ans auparavant et 4,7 % à l'étranger, contre respectivement 5,2 % et 2,4 % en Ile-de-France. Dans la capitale, seul un tiers des arrivants habitaient déjà en Ile-de-France en 2001. Dans le reste de la région, au moins la moitié des arrivées se font en provenance des autres départements franciliens.

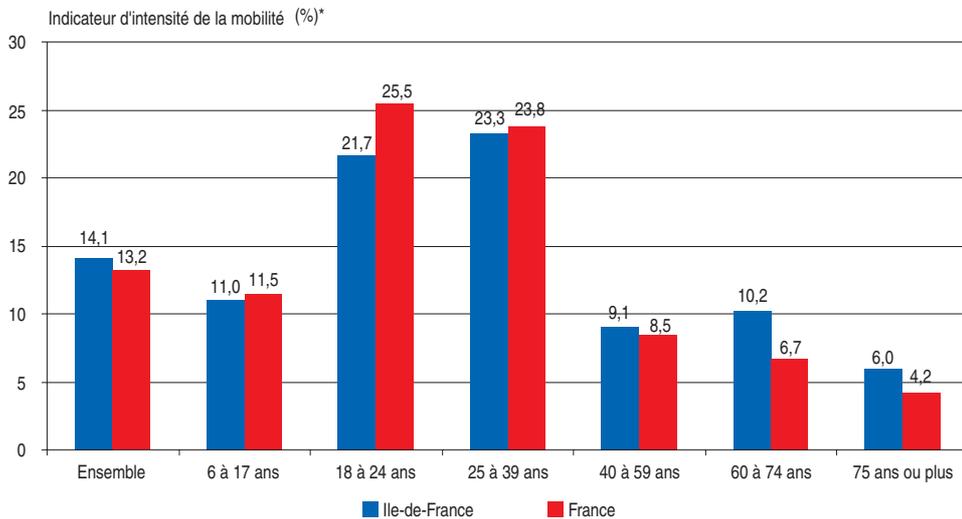
Entre 2001 et 2006, tous les départements franciliens ont des échanges déficitaires avec les autres départements, y compris avec ceux de l'Ile-de-France. Paris perd chaque année 135 résidents pour 10 000 habitants présents et la petite couronne 57. Cependant, ces déficits migratoires annuels sont plus faibles qu'entre 1990 et 1999. A l'inverse, en grande couronne, ils s'accroissent, mais

restent moins importants que dans le centre de l'agglomération. Ainsi, la Seine-et-Marne est presque à l'équilibre puisqu'elle ne perd que 5 résidents pour 10 000 habitants. C'était le seul département d'Ile-de-France encore bénéficiaire dans les échanges interdépartementaux entre 1990 et 1999.

Paris et les Hauts-de-Seine particulièrement attractifs pour les 18-24 ans

La région est fortement déficitaire dans ses échanges avec les autres régions, excepté pour les jeunes de 18 à 24 ans (+ 64 000 en 5 ans). Entre 2001 et 2006, la région a gagné 123 habitants de cette tranche d'âge pour 10 000 présents dans la région. C'est encore plus net à Paris (+ 552 pour 10 000) et dans les Hauts-de-Seine (+ 250 pour 10 000). Ces deux départements attirent particulièrement les étudiants et les jeunes actifs en phase d'insertion professionnelle.

1 Les personnes âgées, moins mobiles que les jeunes



*indicateur d'intensité de la mobilité : (départ+arrivée entre 2001 et 2006)/population totale en 2006.

Lecture : si l'on prend en compte les départs et les sorties entre 2001 et 2006 des Franciliens âgés de 60 à 74 ans, les migrants représentent 10,2 % de la population à cet âge.

Source : Insee, recensement de la population de 2006

A l'inverse, les échanges de la région capitale avec les autres régions de France sont très fortement déficitaires pour les personnes âgées de plus de 60 ans. A la fin de leur vie active, de nombreux Franciliens quittent la région pour vivre leur retraite dans un autre cadre de vie. Entre 2001 et 2006, les départs des retraités sont ainsi beaucoup plus importants que leurs arrivées dans la région : 155 000 sorties contre 23 000 entrées. Les migrations des retraités sont cependant relativement peu nombreuses puisque le nombre de retraités restant dans la région s'élève à 1,7 million. Si l'on prend en compte à la fois les entrées et les sorties de personnes âgées, les mi-

grants entre 2001 et 2006 représentent 8,4 % de la population, une part inférieure à celle de toutes les autres catégories d'âge. Cependant, ils sont plus mobiles que leurs homologues du reste de la France 1.

Les personnes de 18 à 24 ans sont les plus mobiles de tous. A Paris, le phénomène est très prononcé : 37 000 Parisiens âgés de 18 à 24 ans sont partis (44 % des sortants de la région), 88 000 sont arrivés (60 % des arrivées de la région) et seulement 124 000 sont restés dans le département. En 2006, seuls 58 % des Parisiens âgés de 18 à 24 ans habitaient déjà à Paris en 2001 (contre

86 % de population stable au niveau régional).

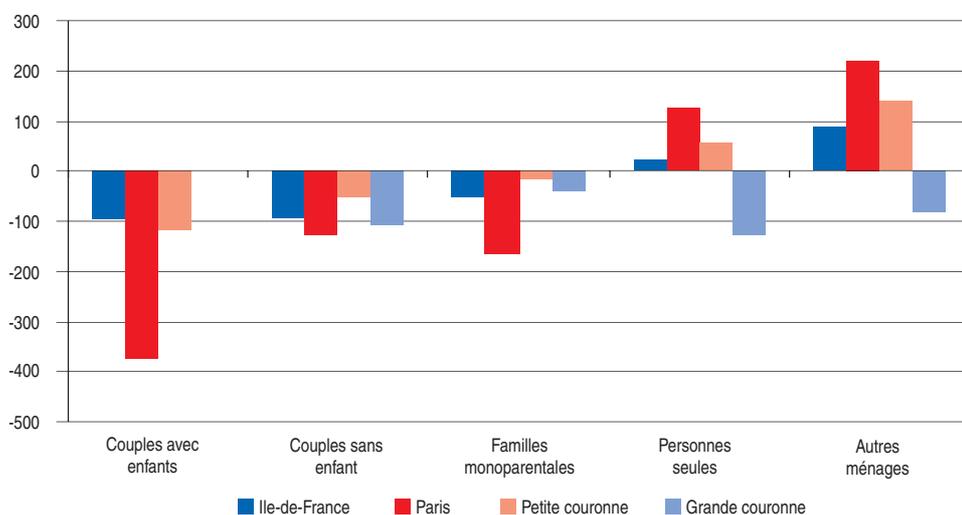
Les migrations contribuent indirectement à la croissance naturelle d'Ile-de-France. La région attire en effet proportionnellement plus de jeunes, d'âge fécond : 36 % des arrivants ont moins de 25 ans et 84 % moins de 40 ans. En revanche, les sortants sont plus âgés : 24 % ont moins de 25 ans et 60 % moins de 40 ans.

Excepté en Seine-et-Marne et en Essonne, les couples avec enfants quittent l'Ile-de-France

Les migrations des Franciliens âgés de 25 à 59 ans sont nombreuses : 541 000 personnes ont quitté la région, 332 000 s'y sont installés, soit une perte de 73 habitants pour 10 000. La région perd notamment 94 habitants âgés de 40 à 59 ans pour 10 000. Certains adultes arrivés en Ile-de-France pour faire leurs études ou trouver un emploi repartent ensuite avec leur famille pour raison professionnelle ou pour trouver un logement plus adapté à leurs besoins, par exemple. Les familles, notamment les couples, sont en effet nombreuses à quitter la région 2 : 731 000 personnes sont parties vers les autres régions entre 2001 et 2006 et seulement 350 000 sont arrivées. Pour 10 000 personnes présentes vivant en couple avec enfants, la région en perd 97 par an, et pour 10 000 personnes vivant en couple sans enfant, elle en perd 92.

2 Fort déficit migratoire des couples, excédent pour les personnes seules

Migrations résidentielles sur 5 ans



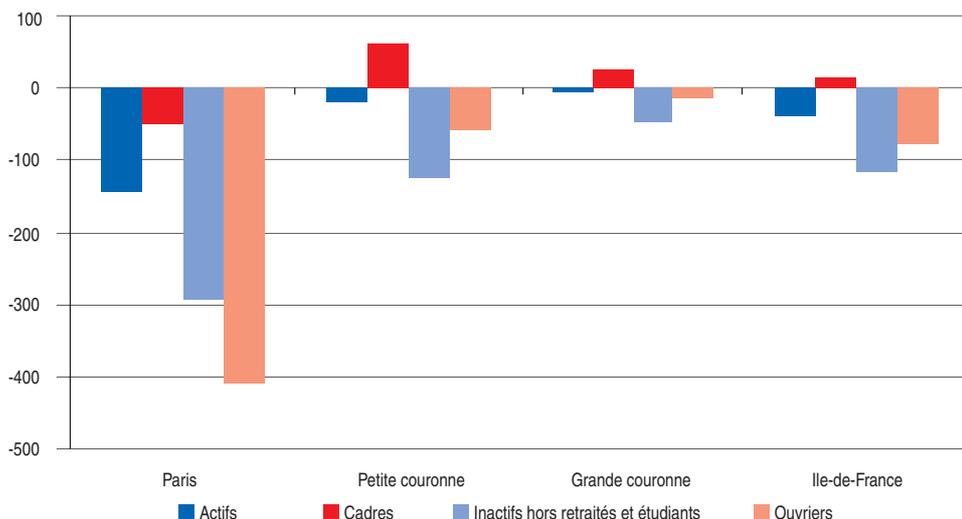
Taux annuel pour 10 000.

Source : Insee, recensement de la population de 2006

La grande couronne reste la plus attractive de la région pour les couples avec enfants. La Seine-et-Marne et l'Essonne sont, en effet, les seuls départements où les familles sont plus nombreuses à venir s'installer qu'à partir. En revanche, le cœur de l'agglomération est fortement déficitaire, notamment Paris, qui perd 343 habitants par an sur 10 000 vivant en couple avec des enfants.

Les couples sans enfant s'installent davantage dans les Hauts-de-Seine. Les arrivées ont ainsi été deux fois plus nombreuses dans ce département que dans la Seine-Saint-Denis ou les Yvelines. Le département des Hauts-de-Seine est le seul département où les arrivées de couples sans enfant sont plus nombreuses que les départs.

3 Du fait des migrations, la région perd plus d'inactifs que d'actifs
Migrations résidentielles sur 5 ans



Taux annuel pour 10 000.

Source : Insee, recensement de la population de 2006

Les familles monoparentales sont moins mobiles que les autres. En Ile-de-France, si l'on prend en compte à la fois les entrées et les sorties, les migrants entre 2001 et 2006 représentent 8,7 % de la population des familles monoparentales contre 18,1 % pour les couples sans enfant et 11,9 % pour les couples avec enfants. La région ne perd ainsi que 53 habitants par an sur 10 000 vivant dans des familles monoparentales. En petite couronne, les échanges s'équilibrent : la petite couronne perd seulement 15 personnes par an pour 10 000 membres d'une famille monoparentale présents (contre 166 à Paris).

Les cadres attirés par l'ouest parisien et les ouvriers par la Seine-et-Marne et l'Essonne

Les postes de cadres sont très nombreux en Ile-de-France. Les échanges de cadres entre régions restent favorables à l'Ile-de-France **3**. La région gagne chaque année 13 cadres pour 10 000, deux fois moins toutefois que dans les années 1990. Ce sont essentiellement les Hauts-de-Seine et les Yvelines qui attirent cette population. En revanche, Paris est déficitaire : pour 10 000 cadres, la capitale en perd 50 chaque année. Néanmoins, entre 2001 et 2006, 98 000 cadres sont venus s'installer à Paris, contre 75 000 dans les Hauts-de-Seine. Paris reste le département français qui attire le plus grand nombre de cadres.

Par ailleurs, en 2006, en prenant en compte les entrées et les sorties, 18,1 % des cadres franciliens ont migré lors des cinq années précédentes, contre 14,1 % pour l'ensemble des habitants. Ce sont les ménages les plus mobiles.

Au contraire, les inactifs (hors retraités et étudiants) et les ouvriers quittent davantage la région qu'ils ne viennent s'y installer. La région perd 115 inactifs et 76 ouvriers par an pour 10 000. Les départs sont beaucoup plus importants dans le cœur de l'agglomération qu'en grande couronne. En Seine-et-Marne, le solde migratoire est même légèrement positif pour les deux catégories et dans l'Essonne, pour les ouvriers. En re-

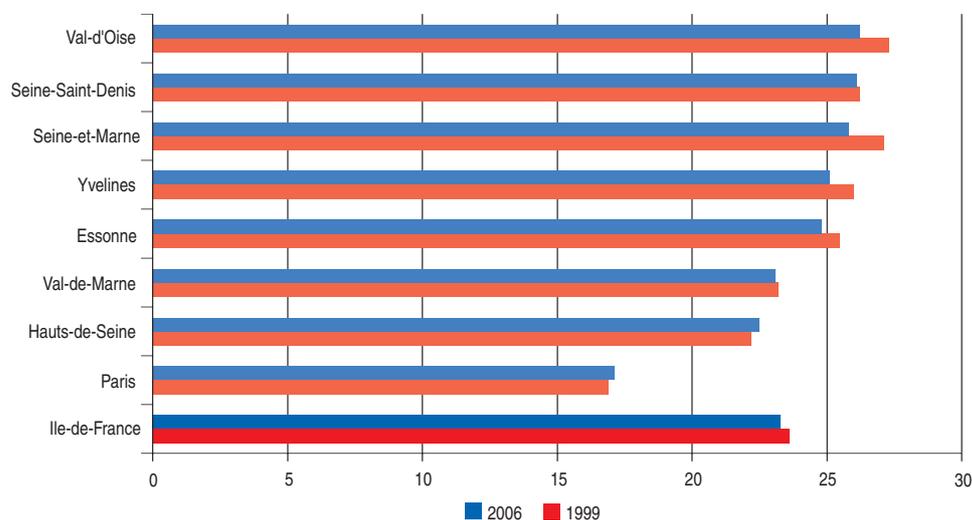
vanche, entre 2001 et 2006, Paris perd 409 ouvriers et 292 inactifs pour 10 000.

Les échanges avec les autres régions de France contribuent à rajeunir la population francilienne

La population de la région évolue sous l'effet de deux facteurs, la transformation du profil de la population résidente stable (vieillesse, transformation des modes de vie, augmentation des niveaux de qualification, etc...) et le renouvellement de population dû aux migrations. La forte natalité ainsi que le jeu des migrations internes limitent le vieillissement de la population francilienne. Alors que l'âge moyen de la population française augmente de 1,1 an entre 1999 et 2006, il n'augmente que de 0,6 an en Ile-de-France. Cette dernière reste, plus que jamais, la région la plus jeune de France métropolitaine.

La population francilienne subit la tendance globale au vieillissement mais de façon atténuée. Les générations nombreuses du baby-boom atteignent progressivement 60 ans : 16,6 % de la population francilienne a ainsi plus de 60 ans en 2006 et 43,7 % plus de 40 ans, contre respectivement 15,9 % et 42,1 % en 1999 **4**. La part de la population française âgée de plus de 60 ans augmente de 0,9 point et atteint 21,2 % en 2006. Les migrations ont ainsi permis de

4 La part des jeunes a augmenté entre 1999 et 2006 seulement à Paris et dans les Hauts-de-Seine
Part des moins de 18 ans dans la population (en %)



Sources : Insee, recensements de la population de 1999 et 2006

5 Les migrations ont un impact limité sur la structure de la population sauf pour les 18-24 ans

	Répartition de la population (en %)		
	en 2006	s'il n'y avait pas eu de migrations	en 1999
	6 à 17 ans	23,3	23,6
18 à 24 ans	9,7	8,8	9,6
25 à 39 ans	23,4	23,2	24,8
40 à 59 ans	27,0	27,5	26,1
60 à 74 ans	16,6	16,9	15,9
Total	100,0	100,0	100,0

Lecture : la région compte 9,7 % de personnes âgées de 18 à 24 ans en 2006, contre 9,6 % en 1999, s'il n'y avait pas eu de migrations, elle aurait atteint 8,8 %.

Source : Insee, recensements de la population de 1999 et 2006

6 Les migrations participent à la hausse de la part des cadres
Variation de population entre 2001 et 2006 et effet des migrations (en point)

	Cadres		Ouvriers		Inactifs	
	Variation		Variation		Variation	
	totale	due aux migrations	totale	due aux migrations	totale	due aux migrations
Paris	3,8	1,0	-1,0	-0,7	-1,0	-1,2
Hauts-de-Seine	3,6	1,5	-1,2	-0,2	-1,3	-1,2
Seine-Saint-Denis	1,0	0,0	-1,5	0,4	-0,2	-0,1
Val-de-Marne	2,1	0,5	-1,3	0,0	-1,3	-0,6
Seine-et-Marne	1,6	0,2	-1,1	0,1	-3,0	0,1
Yvelines	2,4	1,0	-0,9	0,0	-2,7	-0,1
Essonne	1,6	0,3	-0,9	0,2	-2,2	-0,1
Val-d'Oise	1,5	0,0	-0,8	0,2	-2,4	0,0
Ile-de-France	2,3	0,5	-1,1	0,0	-1,6	-0,4

Lecture : la part des cadres a augmenté de 2,3 points entre 2001 et 2006, dont 0,5 point du fait des migrations.

Source : Insee, recensement de la population de 2006

limiter l'augmentation naturelle de la part des personnes âgées de 60 ans ou plus. Elle n'a été que de 0,7 point alors que sans migrations elle aurait été de 1 point. Plus généralement, grâce aux migrations, la part des Franciliens âgés de plus de 40 ans ne s'est accrue que de 1,6 point alors qu'elle aurait augmenté de 2,3 points sinon. A l'inverse, sans les migrations la part des 18 à 24 ans aurait diminué de 0,9 point en Ile-de-France. Leurs arrivées ayant été plus nombreuses que leurs départs, leur part s'est maintenue au niveau de 1999.

L'augmentation récente de la natalité a, quant à elle, maintenu à un niveau assez élevé la part des Franciliens de moins de 18 ans. De 23,6 % en 1999, cette part est passée à 23,3 % en 2006, soit 0,9 point de plus que dans l'ensemble de la France. L'effet de l'augmentation de la natalité est particulièrement sensible à

Paris et en petite couronne. Là où elle a été moins dynamique, en grande couronne, le vieillissement a été plus prononcé.

Les départements les plus jeunes sont, en 2006, la Seine-Saint-Denis (34,5 ans de moyenne d'âge) et le Val-d'Oise (34,1 ans). Paris (38,7 ans) et les Hauts-de-Seine (37,2 ans) sont les départements les plus âgés. Cependant, ils sont les seuls de la région pour lesquels la part des jeunes de moins de 18 ans augmente tandis que celle des plus de 60 ans diminue **5**. A l'inverse, les départements de grande couronne vieillissent plus vite que le reste de la région. En Seine-et-Marne, la part des jeunes de moins de 18 ans est passée de 27 % à 25,8 %. Dans les Yvelines, la part des personnes âgées de plus de 60 ans est passée de 15 % à 17 %.

La baisse de la part des personnes vivant en couple est accentuée par les migrations

Les migrations ont aussi beaucoup influé sur la structure familiale de la population francilienne. La part des personnes vivant dans des familles avec couple et enfants a fortement diminué. En Ile-de-France, elle passe de 55 % en 1999 à 51,8 % en 2006, et dans l'ensemble de la France, de 54,8 % à 49,3 %. Cela est dû principalement aux changements de situation familiale des résidents franciliens entraînés par les divorces et le départ des enfants. Les migrations expliquent, quant à elles, le quart de la baisse. Sans échanges migratoires, la part des personnes vivant en couple avec enfants aurait été plus élevée (52,5 %, soit 0,7 point de plus qu'en réalité). La baisse de cette part est plus prononcée en grande couronne (de -4,4 points à -5,6 points). L'arrivée massive de familles en grande couronne date en effet des années 1970 et 1980. Ces familles ont vieilli sur place : certains couples se sont séparés, des enfants ont quitté le domicile familial. La grande couronne est néanmoins encore attractive : pour les couples avec enfants, le solde migratoire positif compense en partie cette évolution naturelle. A l'inverse, malgré des échanges déficitaires, la part des familles monoparentales et des personnes seules dans la population a augmenté entre 1999 et 2006.

A Paris, la part des personnes vivant dans des familles avec couple et enfants baisse de 0,8 point seulement. Sans les migrations, elle aurait augmenté assez fortement. Les couples parisiens continuent de quitter la capitale lorsqu'ils ont des enfants. Malgré ces départs, le nombre de couples augmente grâce au nombre important de personnes de 20 à 39 ans.

Les catégories sociales supérieures gagnent du terrain

La part des cadres dans la population francilienne a augmenté de 2,3 points entre 1999 et 2006, dont 0,5 point grâce aux échanges migratoires **6**. Elle atteint ainsi 12,9 % en 2006. Elle augmente dans tous les départements, surtout à Paris (+3,8 points) et dans les

Hauts-de-Seine (+ 3,6 points). Dans ce département, l'augmentation est due pour plus de 40 % aux échanges migratoires. En revanche, à Paris, le solde migratoire ne contribue que pour un quart à l'augmentation. La capitale comprend et attire, en effet, de nombreux étudiants qui deviennent cadres après leurs études. Elle est aussi un lieu privilégié de promotion professionnelle.

La part des ouvriers passe de 9 % en 1999 à 7,9 % en 2006. La baisse est plus sensible en petite couronne : entre -1,2 et -1,5 point. Elle est due, en partie, au déclin de l'industrie. Les migrations n'ont pas d'effet déterminant dans cette baisse. Paris fait exception, la part des ouvriers y baisse de 0,9 point. Les trois quarts de cette diminution s'expliquent par le déficit migratoire.

Enfin, la part des inactifs (hors retraités et étudiants) dans la population francilienne baisse de 1,6 point pour atteindre 25 % en 2006. Les échanges migratoires expliquent entièrement les baisses observées à Paris et dans les Hauts-de-Seine.

Source et définitions

Le nouveau recensement

Les résultats présentés ici sont issus d'estimations réalisées à partir du cumul des trois premières enquêtes annuelles de recensement, qui ont eu lieu entre 2004 et 2008. Les résultats ainsi obtenus peuvent s'interpréter comme décrivant une situation moyenne conventionnellement datée au 1^{er} janvier 2006. La nouvelle méthode de recensement substituée au comptage traditionnel organisé tous les huit à neuf ans une technique d'enquêtes annuelles. Celle-ci distingue les communes de moins de 10 000 habitants, enquêtées désormais une fois tous les cinq ans par roulement, et les communes de 10 000 habitants ou plus, dans lesquelles pendant cinq ans est recensé chaque année un échantillon de 8 % des logements.

Un **ménage**, au sens de l'enquête de recensement, correspond à l'ensemble des personnes qui partagent un même logement à titre de résidence principale sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté. Ne font pas partie des ménages les personnes vivant en habitation mobile (caravanes, péniches) et la population des communautés (foyers, cités universitaires, maisons de retraite...).

Actifs : la population active est composée des personnes ayant un emploi et des personnes déclarant en chercher un. La population en emploi comprend toutes les personnes qui ont une profession et l'exercent au moment du recensement, quelle que soit la durée de l'emploi (y compris les emplois occasionnels ou de très courte durée).

Les apprentis sous contrat, les stagiaires rémunérés et les personnes qui, tout en poursuivant leurs études, exercent une activité professionnelle font également partie de la population active ayant un emploi. De même, les chômeurs ayant une activité réduite et les retraités conservant un emploi (anciens militaires notamment) sont considérés comme actifs occupés. Ici, on considère les actifs appartenant à un ménage et âgés de 15 à 64 ans.

Migrations entre les régions et entre les départements : sont prises en compte les personnes âgées de 6 ans ou plus et appartenant à un ménage résidant en France en 2001 et en 2006. Les résultats d'un recensement ne permettent pas d'évaluer directement les flux de migration annuels. Ici, on a uniquement les personnes qui ont changé de région entre 2006 et 5 ans auparavant. Les migrations intermédiaires dans l'intervalle des 5 ans ne font pas l'objet d'interrogation dans le recensement. Les échanges avec l'étranger ne sont pas intégrés.

Solde migratoire : il porte sur les migrations entre les régions et entre les départements. C'est la différence entre le nombre d'entrants dans la zone et le nombre de sortants.

Population moyenne : c'est la population stable de la zone augmentée de la moitié des entrants et de la moitié des sortants.

Taux annuel de migration nette : c'est le rapport entre le solde migratoire et la population moyenne.

Pour en savoir plus

Baccaïni B., Levy D. : « Recensement de la population 2006 - Les migrations entre départements : le Sud et l'Ouest toujours très attractifs », *Insee première*, n° 1248, à paraître le 7 juillet 2009.

Mary-Portas F.L. : « Recensement de la population de 2006 - Retour de la croissance démographique au centre de l'agglomération francilienne », *Insee Ile-de-France à la page*, n° 311, janvier 2009.

Salembier L. : « Enquêtes annuelles de recensement de 2004 à 2006 - L'Ile-de-France toujours attractive pour les jeunes et les cadres », *Insee Ile-de-France à la page*, n° 293, janvier 2008.

INSTITUT NATIONAL
DE LA STATISTIQUE

ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Direction régionale d'Ile-de-France

7, rue Stephenson - Montigny-le Bretonneux
78188 Saint-Quentin-en-Yvelines cedex

Directrice de la publication : Sylvie Marchand
Comité de rédaction : Patrick Pétour
Rédactrice en chef : Christel Collin
Secrétaire de rédaction : Françoise Beauflis
Conception graphique : PAO Insee Ile-de-France
Maquette : Nathalie Droux - Laure Omont
Impression : S. N. Rafal

Publication téléchargeable à partir du site Internet : www.insee.fr/ile-de-france

ISSN 0984-4724
Commission paritaire n° 2133 AD
Code Sage 10931952

© Insee 2009

Dépôt légal : 2^e semestre 2009

Insee Ile-de-Fr@nce Infos : la Lettre d'information électronique vous informe tous les mois de l'activité de l'Insee Ile-de-France

www.insee.fr/ile-de-france